



Le régime fidgien mis en garde : Une constitution militaire est inacceptable

Geplaatst op zondag 20 januari 2013 | 

 **SHARE**

13 janvier 2013 : La Confédération syndicale internationale a appelé la communauté internationale à condamner le rejet par Commodore Bainimarama du projet de Constitution fidgien, qui prévoit la restauration de droits et de libertés dans ce pays insulaire du Pacifique.

La démocratie est menacée au même titre que les droits et les libertés de tous les Fidjiens, alors que les militaires au pouvoir barrent la route au processus démocratique.

Malgré 7000 propositions et la rédaction d'une Déclaration des droits prévoyant la restauration de la démocratie aux Fidji, les militaires ont sèchement rejeté le projet Ghai, au milieu du désaveu de la communauté internationale.

La Constitution aurait permis de révoquer les restrictions aux droits et aux libertés qui ont vu le jour récemment suite à l'introduction, courant décembre 2012, d'une série de décrets qui ont entraîné la censure des médias, un renforcement des pouvoirs militaires et l'imposition de lourdes restrictions aux droits et aux libertés du peuple fidgien.

Sharan Burrow, secrétaire générale de la CSI, a indiqué que sa récente visite aux îles Fidji lui avait permis de se rendre compte de la sévérité des ordonnances antisyndicales introduites l'an dernier.

« Il est évident que le peuple fidgien souffre des injustices d'un régime militaire répressif et autoritaire. La Constitution était une occasion de restaurer les droits du peuple fidgien et la lutte pour ces droits est loin d'être terminée.

Hier, les syndicats fidjiens menés par la FTUC et soutenus par des figures-clés de la société civile ont riposté avec le lancement d'un nouveau parti politique qui se veut multiracial et ouvert aux jeunes et aux communautés.

« Le régime militaire a systématiquement muselé les défenseurs des droits humains, les syndicats et la presse libre, qui jouent un rôle déterminant au sein de la société civile ; les personnes qui critiquent le gouvernement s'exposent désormais à des sanctions plus sévères pouvant aller jusqu'à la réclusion à perpétuité. La FTUC est déterminée à lutter pour les droits et les libertés démocratiques mais les gouvernements internationaux peuvent, eux aussi, faire davantage.

« Si Commodore Bainimarama refuse de s'engager en faveur d'une constitution fondée sur les droits et d'une transition indépendante vers des élections démocratiques, il reviendra à la communauté internationale de le reconnaître comme le dictateur qu'il est et de le dépouiller de toute reconnaissance, y compris ses fonctions de président du G77.

« Les travailleuses et travailleurs et les représentants de la société civile de Fidji sont déterminés à recouvrer leurs droits et leurs libertés démocratiques. Et la CSI est engagée à leurs côtés », a déclaré Madame Burrow.